COMMUNE d'ECKWERSHEIM



ARRÊTE MUNICIPAL temporaire n° 04/2025

Réglementant la circulation au droit De la rue du Cygne dans le cadre de travaux de livraison

Le Maire de la commune d'ECKWERSHEIM,

VU la loi nº 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des régions, départements et des communes,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-28, L 2122-29, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2, L 2542-1 et L 2542-2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

VU les dispositions du Droit Local applicables dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle,

VU le Code de la route,

VU l'instruction ministérielle relative à la signalisation routière,

VU la demande en date du 10 mars 2025 par laquelle M. HECHT Benjamin domicilié au 5 rue du Général Leclerc à ECKWERSHEIM sollicite l'interdiction de circuler, rue du Cygne afin de réceptionner une livraison par camion, effectué par la Sté KARGO TECTURE :

Le mercredi 12 mars entre 9h et 13h

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement ;

ARRETE

<u>Article 1^{er}</u>: En raison des travaux cités ci-dessus qui seront réalisés sur une période d'une demi-journée du 12 mars 2025 entre 9h et 13h, la circulation sera interdite dans la zone de travaux, pendant la livraison.

Article 4 : La voie publique devra rester libre de tout dépôt d'objets ou matériel.

<u>Article 5</u> : Ces dispositions seront en application dès la mise en place par M. HECHT Benjamin de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Mundolsheim
- La Brigade territoriale de contact de Strasbourg
- EMS, Service Propreté, Département Collecte des Déchets
- Le SDIS

- Affichage en Mairie

ECKWERSHEIM, le 10 mars 2025

L'adjoint par délégation

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.